

L'Intifada palestinienne en cours et la réponse brutale d'Israël ont été le sujet d'innombrables articles au cours des deux dernières années. Il y a toutefois un vide décevant parmi les analyses de gauche, dont la majorité des écrits cherchent à expliquer le caractère de la politique d'Israël par les vues droitières d'Ariel Sharon. Dans ce cadre, la stratégie israélienne est présentée comme une extension raciste d'un projet colonialiste sur les territoires occupés, incluant parfois l'expulsion des Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

De manière frappante, toute discussion en termes de classe et d'économie politique, autant à propos d'Israël que des territoires occupés, est absente de quasiment toutes les analyses de la gauche. Alors que cela peut paraître une accusation étrange faite aux écrits de la gauche, je considère que l'absence d'analyse en termes de classe est en elle-même révélatrice de la confusion avec laquelle la majorité de ces forces considèrent l'Etat d'Israël.

Pour une grande partie de la gauche, la politique israélienne est comprise simplement comme une opposition binaire entre une aile droite - le Likoud - et un Parti travailliste plus enclin à la paix. J'entends démontrer ci-dessous qu'une telle appréhension provient d'une approche erronée dans la compréhension de la formation de classe en Israël et que, sans placer les classes au centre de notre analyse, il est difficile de développer une analyse adéquate de ce qui se produit aujourd'hui sur le terrain.

En substance, je soutiens que le capitalisme israélien fut constitué par le mouvement travailliste sioniste (actuellement représenté par le Parti travailliste) et que le processus d'Oslo a été une étape clef dans le développement de cette formation sociale. La guerre actuelle d'Israël contre le peuple palestinien est l'extension logique de ce processus, avec l'intention de créer un bantoustan ("canton state" [1]) palestinien. A cause du rôle central du mouvement travailliste sioniste dans la construction du capitalisme israélien, les termes de "gauche" et de "droite" sont pour l'essentiel non pertinents dans le cas israélien.

De plus, durant les dix dernières années, Israël s'est progressivement défait de sa dépendance à l'égard du travail palestinien à bon marché, tout en renforçant la dépendance des territoires occupés à l'égard de l'économie israélienne. Le résultat est une société palestinienne avec une structure de classe hautement déformée : une classe capitaliste dépendant de sa relation privilégiée avec le capital israélien et une classe ouvrière dont le poids stratégique dans le combat national est faible.

Classe et Etat dans la société israélienne

Beaucoup de commentaires académiques et journalistiques [entre autres aux Etats-Unis et dans certaines ailes de la social-démocratie européenne dans les années 50-60] à propos d'Israël considèrent le poids prédominant de l'Etat d'Israël, au cours des quatre premières décennies depuis l'établissement du pays en 1948, comme la preuve qu'Israël était une «économie socialiste». Cette croyance trouve son fondement dans les écrits politiques du mouvement travailliste sioniste lui-même, à travers le rôle attribué aux colonies collectivistes, particulièrement le mouvement des kibboutzim [exploitations coopératives collectives en Israël, en déclin total, mais ayant marqué le projet de colonisation antérieurement à 1948 et dans la période postérieure] et la force du mouvement syndical, l'Histadrout [2], le plus grand employeur au cours de la majeure partie de l'histoire israélienne.

Depuis le milieu des années 1980, avec une accélération durant les années 1990, les structures économiques d'Israël ont subi une transformation spectaculaire. Au cours des 15 dernières années, l'économie du pays a changé de manière significative et Israël s'est adapté aux exigences de la mondialisation du capitalisme [en termes de hautes technologies, d'exportations, etc.]. Appuyé largement par le FMI et la Banque mondiale, le gouvernement israélien a privatisé les entreprises d'Etat, relâché le contrôle du gouvernement sur les marchés de capitaux et réduit les salaires réels.

L'approche traditionnelle de l'économie d'Israël cherche à expliquer ces transformations comme résultant d'un changement idéologique parmi l'élite israélienne. En correspondance avec cette approche, les leaders israéliens ont l'habitude d'attribuer les désastres économiques aux effets d'une idéologie socialiste, qui se serait prolongée jusqu'aux années 1980, avec laquelle il a fallu rompre pour adopter avec empressement les prescriptions néolibérales censées sortir l'économie de sa langueur.

A l'opposé, une nouvelle génération d'universitaires israéliens, au cours des dix dernières années, ont défendu qu'une nouvelle approche était nécessaire pour comprendre l'establishment israélien [3]. Ils ont soutenu que le développement du mouvement sioniste est saisi de manière plus pertinente dans la perspective du mouvement de colonisation cherchant à gagner le contrôle de la terre et du marché du travail. La classe capitaliste privée issue du mouvement originel des colons était faible et divisée; une structuration collectiviste de la colonisation conduite par le mouvement travailliste sioniste constituait, alors, le moyen le plus efficace de colonisation du pays et d'éviction de la population indigène arabe. La force de l'Histadrout et le rôle dirigeant du mouvement travailliste sioniste furent mieux expliqués par la faiblesse de la classe capitaliste juive qui existait avant 1948 et par le besoin de fournir du travail pour les immigrants juifs, aussi bien que par celui d'exclure la classe ouvrière indigène palestinienne du marché du travail, en prélude à son expulsion (en 1948).

A cause de la nature embryonnaire à la fois des capitalistes et de la classe ouvrière durant la période de colonisation, l'Etat d'Israël qui se développa après 1948 n'avait pas seulement à s'occuper de la colonisation du pays, mais également de la construction des classes elles-mêmes. Cette formation des classes passa par deux phases clefs dans la période entre 1948 et 1985.

1. 1948-1973.

Cette période fut caractérisée par un haut niveau de développement, financé par les transferts unilatéraux des réparations allemandes et de la communauté juive à l'étranger (diaspora). Ce fut une période initiale de l'Etat et de la formation sociale avec ses divisions de classes. Ainsi l'Etat dirigeait pratiquement tous les transferts de capitaux à des groupes industriels subventionnés, considérés comme des alliés dans le " projet national ". Ces groupes se développèrent par la suite en conglomérats clefs qui dominèrent l'économie d'Israël dans les années suivantes. La classe ouvrière israélienne fut constituée par un flux soutenu d'immigration de juifs arabes, africains et asiatiques - qui furent définis ethniquement comme les " Mizrahim ".

Après l'occupation Israélienne, en 1967, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, l'économie israélienne subit ledit " boom palestinien ". L'occupation augmenta de manière significative la taille du marché intérieur israélien et fournit une autre source de travail à bas prix (les travailleurs des zones occupées). Cette force de travail était bon marché et hautement exploitable. Et, au milieu des années 1980, les Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie formaient environ 7% de la force de travail israélienne[4] . Près d'un tiers de la force de travail de Gaza et de la Cisjordanie travaillait en Israël en 1985, dont 47% dans le domaine de la construction. Cette force de travail à bon marché fournit un important stimulant à l'économie israélienne en occupant les échelons les plus bas du marché du travail et en couvrant quelques-uns des manques de main-d'œuvre provoqués par le service militaire israélien prolongé (et généralisé). Cela permit également à quelques travailleurs Mizrahim de s'élever aux positions de contremaîtres ou de superviseurs, réduisant par là certaines tensions «ethniques» qui étaient apparues au cours des années 1970 entre les Mizrahim et les juifs d'origine européenne.

2. 1974-1985.

A la fin des années 1960, les grands conglomérats centraux se sont regroupés en cinq groupes

industriels clefs : Koor, Hapoalim, Leumi, Clal et Israël Discount Bank Holdings (IDB) [5] . Les quatre premiers conglomérats étaient contrôlés par l'Etat, le Histadrout et le mouvement travailliste sioniste, alors que l'IDB était une propriété privée. Commenant avec l'occupation israélienne de Gaza et de la Cisjordanie, puis s'accélégrant après la guerre de 1973, la production militaire devint un noyau central de l'économie israélienne. Les dépenses militaires étaient dirigées par l'Etat en direction des conglomérats clefs, ce qui conduisit à des taux élevés d'accumulation [d'investissement] pour ces principaux groupes industriels, pendant que l'économie tout entière souffrait de stagflation [une combinaison d'inflation et de taux de croissance très bas] [6] .

Au milieu des années 1980, ce système commença à s'effondrer à cause de nombreux facteurs. A un niveau global, une récession touchant le monde entier [1981-82] et une chute de la demande de matériel militaire sur le marché mondial due à la politique globale de réaligement stratégique [suite à l'émergence de Gorbatchev] commencèrent à limiter les profits des conglomérats. En Israël, le début de l'hyperinflation commença à étrangler l'économie tout entière et rendit la planification financière difficile.

En réponse à ces changements, l'Etat israélien - sous la tutelle de l'aile travailliste du mouvement sioniste - entreprit un changement significatif de direction qui commença avec le Plan économique de stabilisation (ESP) de 1985. Ce changement consista en quatre processus interdépendants.

1. Un changement dans les relations entre l'Etat et les conglomérats clefs. L'ESP inaugura une nouvelle phase des relations entre l'Etat et la classe capitaliste. Les conglomérats clefs furent séparés de l'appareil d'Etat et passèrent dans les mains de la nouvelle classe capitaliste. L'Etat n'abriterait plus ces conglomérats. Ceux-ci devinrent plutôt les centres décisifs de l'accumulation de capital pour une classe capitaliste véritablement privée. Ceci fut achevé avec la mise en pièce de l'empire de l'Histadrout, transférant ses restes en mains privées, et par la privatisation d'institutions dépendant du gouvernement et semi-étatiques.

2. L'unification d'une nouvelle classe capitaliste. Cette classe capitaliste est issue de la fusion de trois segments différents: le capital internationalisé - souvent lié au mouvement sioniste (à l'instar de l'homme d'affaire américain Ted Arison et du multimillionnaire canadien Bronfman) ; le capital privé local qui avait été précédemment soutenu par l'Etat - tel que les familles Recanati et Ofer ; et troisièmement, des éléments de la bureaucratie d'Etat qui avaient conduit l'ESP et le processus de privatisation.

3. L'insertion d'Israël dans l'économie mondialisée. Depuis le milieu des années 1980, l'économie israélienne s'était ouverte à l'économie mondiale à travers un relâchement des lois sur la propriété étrangère et les investissements, et conjointement par l'entrée en Bourse des compagnies israéliennes sur les places financières du monde entier. La classe capitaliste décrite au point 2 n'était évidemment pas homogène. Le troisième secteur de la classe capitaliste identifié ci-dessus, les anciens bureaucrates d'Etat, tendait à devenir les dirigeants de nouvelles compagnies privées. Suite à l'engagement des négociations avec les Palestiniens au début des années 1990 [processus d'Oslo], de nombreux capitalistes privés israéliens indigènes furent intégrés dans un nouvel ordre mondial globalisé, par le biais d'investissements significatifs et de liens de propriétés avec le capital étranger, en particulier aux Etats-Unis et en Asie. Troisièmement, le capital international - en particulier le capital nord-américain - commença à investir massivement en Israël alors que l'économie israélienne était intégrée à l'ordre capitaliste mondialisé.

4. Restructuration du rapport capital-travail. L'éclatement des conglomérats et de l'empire de l'Histadrout h eut un impact significatif sur la relation entre les travailleurs et les propriétaires capitalistes. L'ancien système qui avait vu une couche privilégiée de travailleurs exister à côté d'un secteur hautement exploité fut brisé en rompant le lien entre l'Histadrout h et l'économie. Il y eut une importante augmentation du taux d'exploitation subi par la classe ouvrière, reflété dans une augmentation du taux de productivité qui excédait la croissance réelle des salaires. Plusieurs mesures politiques étatiques furent responsables de cela, en particulier la dévaluation du shekel et l'affaiblissement de l'indexation au coût de la vie censée compenser la hausse des prix. De plus, les politiques fiscales du gouvernement, telles que la suppression ou la baisse des subventions pour certains biens, contribuèrent à un transfert de richesse des classes pauvres vers la nouvelle classe capitaliste.

Ces changements caractérisent la " nouvelle " politique économique israélienne, et furent reflétés aux niveaux politiques et culturels. Quelques indications de ces changements : 1° la croissance des organisations civiques et des mouvements extraparlimentaires alors que l'Etat s'était retiré de la sphère publique, 2° un accroissement de la " McDonaldisation " de la culture israélienne alors que le capital nord-américain avait augmenté son investissement dans le pays et 3° des développements politiques tels que le processus d'Oslo, qui fut une étape clef pour permettre au capital israélien de se déplacer vers le niveau mondial et régional.

Il faut insister sur le fait que le Parti travailliste fut la force qui servit de guide dans cette transition vers le capitalisme néolibéral. Sa base sociale a traditionnellement été constituée par des juifs riches d'Europe et des Etats-Unis, alors que le Likoud commença par forger une alliance avec les couches plus pauvres des juifs d'Afrique et du Moyen-Orient (Mizrahim) dans les années 1970. Le parti Likoud gagna ses premières élections en 1977, largement grâce au soutien des Mizrahim pauvres et désaffiliés et grâce à l'image des travaillistes comme

représentants de l'élite juive européenne. Aujourd'hui, il y a très peu de différence entre les politiques économiques des travaillistes et du Likoud - les deux ont adopté sans réserve le néolibéralisme de type nord-américain. Sur le plan politique, il y a une congruence remarquable entre le courant principal des travaillistes et du Likoud sur le conflit israélo-palestinien. Aujourd'hui [8], la tête du Parti travailliste, Benjamin Ben Eliezer, supervise la répression brutale de la population palestinienne dans les territoires occupés, à partir de sa position de ministre de la Défense. C'est cette convergence des travaillistes et du Likoud qui explique l'effondrement des travaillistes comme force politique en Israël[9].

Oslo et le capitalisme Israélien

Au début du processus d'Oslo, la classe capitaliste émergente était, dans ses déclarations, un supporter des négociations. Benny Gaon fut un exemple typique de ce soutien. Gaon devint en 1987 PDG de l'Histadrout, le navire amiral de la compagnie Koor, et conduisit la transformation de Koor en une compagnie privée. Pour Gaon et la nouvelle classe capitaliste israélienne, Oslo était une étape critique dans l'ouverture d'Israël au marché mondial. Selon cette perspective, il serait impossible d'attirer des investissements étrangers significatifs en Israël tant que le conflit [avec les Palestiniens] persisterait. Il serait également difficile pour les compagnies israéliennes d'investir aux Etats-Unis, en Europe et dans lesdits marchés émergents sans une résolution politique du conflit israélo-palestinien. Koor lança son Projet de Paix peu après la signature de la Déclaration de principe[10] en 1993, qui unissait des industries israéliennes, palestiniennes, arabes et européennes dans des projets d'investissement communs dans la région. Ce fut également l'un des partenaires principaux de l'Autorité palestinienne dans les projets d'infrastructure et dans l'exportation de biens vers Gaza et la Cisjordanie.

Les raisons de ce soutien provenaient largement du besoin d'en finir avec le boycott arabe de l'économie israélienne et d'assurer la stabilité de l'environnement commercial d'Israël. Israël cherchait à sous-traiter l'industrie de niveau technologique bas et de forte intensité en main-d'œuvre - telle que le textile - dans des usines en Egypte ou en Jordanie, à un coût du travail bien moindre qu'à l'intérieur d'Israël. Dans une large mesure, ceci fut atteint avec succès, avec des compagnies israéliennes produisant maintenant leurs marchandises dans les zones industrielles en Jordanie, Egypte et dans les territoires occupés.

Depuis 1993, Israël a consciemment commencé à substituer des travailleurs étrangers venus d'Asie et de l'Europe de l'Est à la force de travail journalière [qui se rend en Israël et retourne dans les territoires occupés] qui travaillait en Israël depuis 1967. Alors que les travailleurs étrangers étaient légèrement plus chers, parce qu'ils devaient être logés et amenés dans le

pays, ils étaient hautement exploitables et souvent amenés " illégalement " (toutefois en toute connaissance de la part du gouvernement israélien). Ils étaient amenés par des firmes d'embauche situées en Thaïlande, aux Philippines et en Roumanie, avec des employeurs saisissant leurs passeports à l'arrivée, les employant dans des conditions très précaires et souvent retenant leurs salaires. Ils formèrent une armée industrielle de réserve idéale, étant donné qu'ils pouvaient aisément être déportés vers leurs pays d'origine sous le prétexte d'être illégalement en Israël.

Ce qui est important, c'est que les travailleurs étrangers qui arrivèrent - environ 100'000 - à la suite d'Oslo signifiaient que l'économie israélienne n'était plus dépendante des travailleurs palestiniens. A la place, le travail palestinien devint un " robinet " qui pourrait être ouvert ou fermé en fonction de la situation économique et politique. Entre 1992 et 1996, l'emploi palestinien en Israël diminua de 116'000 travailleurs (33% de la force de travail palestinienne) à 28'100 (6% de la force de travail palestinienne). Les gains provenant du travail en Israël chutèrent de 25% dans le PIB palestinien en 1992 à 6% en 1996 [11] . Entre 1997 et 1999, un retournement de l'économie israélienne vit le nombre de travailleurs palestiniens augmenter à peu près au niveau d'avant 1993. Toutefois, à la suite du début de l'Intifada en cours [la seconde Intifada], le nombre de travailleurs chuta drastiquement à cause des fermetures des frontières [entre Israël et les territoires occupés] et des refus de délivrer les permis de travail. Depuis septembre 2000, près de 75'000 à 80'000 Palestiniens ont perdu leur travail à l'intérieur d'Israël ou dans les colonies [les colonies de peuplement juives]. Ces chiffres indiquent que la force de travail palestinienne en Israël est devenue une seconde armée industrielle de réserve à côté des travailleurs étrangers.

Relation entre l'Autorité palestinienne et Israël

Le point crucial de la stratégie israélienne initiale pour la bande Gaza et la Cisjordanie est le contrôle de la population palestinienne sans domination militaire directe sur les villes et les villages palestiniens. Oslo tentait de maintenir les mouvements des Palestiniens [déplacement de main-d'œuvre], des biens [échanges], ainsi que l'économie et les frontières [entre territoires occupés et Israël] sous contrôle israélien, pendant que la population palestinienne était placée sous la souveraineté d'une Autorité palestinienne, dont le pouvoir restait en place grâce à la bénédiction d'Israël et du gouvernement américain. Alors, la première responsabilité de l'Autorité palestinienne était d'assurer la " sécurité " d'Israël, c'est-à-dire d'agir comme une force de police pour la force occupante. Au sens colonialiste classique, les indigènes se virent attribuer une " auto-gouvernance " précautionneusement circonscrite à l'intérieur d'un contexte de domination et de maintien du contrôle d'Israël.

L'économie palestinienne est complètement intégrée à et dépendante de l'économie israélienne. Approximativement 75% de toutes les importations vers la bande de Gaza et la Cisjordanie proviennent d'Israël tandis que 95% de toutes les exportations de la bande de Gaza et de la Cisjordanie sont destinées à Israël. Le contrôle complet d'Israël sur toutes les frontières externes signifie qu'il est impossible pour l'économie palestinienne de développer des relations commerciales significatives avec un pays tiers. Gaza et la Cisjordanie sont hautement dépendantes des biens importés, avec un total des importations atteignant environ 80% du PIB.

Dans une telle situation de production locale très faible et de haute dépendance des importations, le pouvoir économique de la classe capitaliste palestinienne ne provient pas de l'industrie ou de la production locale, mais est de nature compradore [qui tire ses profits des échanges, du commerce, sans base productive propre, donc avec un aspect parasitaire]. Ses profits sont tirés des droits exclusifs d'importation sur les biens israéliens, et du contrôle sur de larges monopoles qui furent garantis à ceux qui furent loyaux envers Arafat. La relation privilégiée avec le capital israélien est la caractéristique définissant la bourgeoisie palestinienne. Depuis 1993, cette bourgeoisie a fusionné avec des sections de la bureaucratie de l'Autorité palestinienne [largement parachutée de Tunisie, d'Europe et d'ailleurs] et forme un pilier majeur de l'autorité d'Arafat.

Depuis le tout début du processus d'Oslo, l'Autorité Palestinienne a été complètement dépendante d'Israël, des Etats-Unis et de l'Europe pour la perpétuation de son existence. Entre 1995 et 2000, 60% du revenu total de l'Autorité palestinienne provint des taxes indirectes [sorte de TVA] collectées par le gouvernement israélien sur les biens importés de l'étranger et destinées aux territoires occupés [les gouvernements israéliens jouent systématiquement, dans la conjoncture actuelle, avec la rétrocession de ces revenus à l'Autorité palestinienne]. Cet argent est collecté par le gouvernement israélien puis transféré à l'Autorité palestinienne chaque mois, en accord avec le processus esquissé dans le Protocole de Paris de 1995, qui un accord économique entre l'Autorité palestinienne et Israël [12]. Cela signifie que si le gouvernement israélien choisit de retenir le paiement de cet argent - comme il l'a fait depuis décembre 2000 - l'Autorité palestinienne se trouve face à une crise budgétaire majeure.

L'autre source principale de revenus de l'Autorité palestinienne est les prêts et crédits des Etats-Unis, de l'Europe et des gouvernements arabes. En 2001, ces fonds couvraient près de 75% des dépenses budgétaires salariales de l'Autorité palestinienne. Sans cet argent, 122.000 employés du secteur public de l'Autorité palestinienne n'auraient pas été payés. En sus, les donateurs étrangers soutiennent des programmes d'urgence, tels que le secours alimentaire, les plans de création d'emplois et la reconstruction de l'infrastructure détruite. Le déficit commercial total de Gaza et de la Cisjordanie représente 45 à 50% du PIB et celui-ci est principalement financé par l'aide étrangère.

Cette relation entre les couches dirigeantes palestiniennes et l'économie israélienne, et la nature compradore de la classe capitaliste palestinienne ont produit le caractère distinctif de la classe ouvrière palestinienne. La force de travail est divisée en trois larges segments d'emplois : les travailleurs occupés en Israël et dans les colonies, qui sont souvent affectés directement par la situation politique en cours ; un large nombre d'employés dans le secteur public de l'Autorité palestinienne ; et un secteur privé dominé par de petites entreprises. On ne peut pratiquement pas parler de classe ouvrière industrielle dans la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Tandis que le travail palestinien employé en Israël a décliné quant à son importance pour l'économie israélienne, il constitue toujours une proportion significative de la force de travail palestinienne. Dans les mois précédant le début de l'Intifada, en 2000, tout juste plus de 20% de la force de travail palestinienne dans la bande de Gaza et la Cisjordanie (à l'exclusion de Jérusalem) travaillait en Israël ou dans les colonies.

En 1988, durant le premier soulèvement dans les territoires occupés [première Intifada], la proportion de la force de travail palestinienne travaillant en Israël dépassait 50%. Ainsi en 20 ans, il y a eu une chute de 60% dans la proportion de la force de travail travaillant pour des employés israéliens. Où sont allés ces travailleurs ?

Le secteur largement développé de l'emploi, depuis le processus d'Oslo, a été celui du secteur public lié à l'Autorité palestinienne. Il regroupe près de 25% de l'emploi de l'économie locale. La proportion de la force de travail employée dans le secteur public a pratiquement doublé depuis le milieu de 1996. Plus de la moitié des dépenses de l'Autorité palestinienne consiste en salaires pour le secteur public.

Le troisième segment majeur de l'emploi est le secteur privé, particulièrement dans les services. Ce qui distingue ce secteur, c'est qu'il est massivement dominé par de petites entreprises familiales. Les territoires palestiniens manquent de toute structure de taille significative, du fait de 30 ans de politiques israéliennes d'anti-développement. Plus de 90% des entreprises du secteur privé palestinien emploient moins de dix personnes.

Implications politiques

Au niveau économique, Oslo a poussé le développement d'une classe capitaliste palestinienne parasitaire qui était dépendante, pour ses profits, de ses relations avec le capital israélien. Entre-temps, Israël en finissait avec sa dépendance à l'égard du travail à bon marché palestinien par le biais de l'influx massif de travailleurs étrangers hautement exploitables. A la place, les travailleurs palestiniens devinrent une armée industrielle de réserve qui pouvait être mobilisée ou démobilisée sur un coup de tête. Des décennies d'anti-développement et de contrôle complet d'Israël sur l'arrière-pays palestinien signifie que le travail domestique palestinien est dépendant d'un secteur public payé par les aides étrangères, ou concentré en petites entreprises privées familiales.

Cette structure de la classe ouvrière palestinienne est hautement significative en termes de stratégie politique. Bien que la classe ouvrière palestinienne [celles et ceux contraints de vendre leur force de travail] soit vaste, il n'y a pas de secteur organisé disposant d'un poids économique, qui pourrait occuper une place centrale dans une stratégie du mouvement national de libération palestinien. En cela, il y a une différence avec le mouvement contre l'apartheid en Afrique du Sud, dans lequel la classe ouvrière organisée [entre autres dans d'importants syndicats comme le Cosatu], particulièrement les travailleurs des mines et de l'industrie, fut capable de jouer un rôle central dans le mouvement.

La réalité de cette structure de classe est clairement apparente sur le terrain aujourd'hui. Depuis avril 2002, près de 700'000 personnes dans la bande de Gaza ont vécu sous couvre-feu pour la plupart du temps. Couvre-feu - essentiellement des arrestations à domicile - signifie qu'aucune personne vivant dans une ville importante de Palestine ne peut quitter sa maison sans la menace d'être abattu par l'armée israélienne. Les jours où le couvre-feu est suspendu pour quelques heures, il est juste assez de temps pour que les résidents de ces villes puissent acheter à manger et voir des amis, mais pas pour qu'ils puissent mener une quelconque activité productive significative. Dans un tel contexte, la planification basique de la vie devient impossible. D'un jour à l'autre, il est impossible de savoir si vous pourrez aller au travail, à l'école ou à l'université, ou si vous serez confiné à votre domicile. Le résultat est une population dont la vie a été mise en suspens.

La réalité du couvre-feu illustre parfaitement les changements dans les structures des classes palestiniennes et israéliennes depuis Oslo. Dans le fonctionnement régulier d'une société capitaliste, ce type de couvre-feu serait impossible parce qu'il conduit le travail et l'industrie à un arrêt complet pour des mois. Durant la première Intifada, qui commença en 1988, Israël imposa des couvre-feux réguliers sur quelques villages, mais jamais avec des durées et une extension géographique telles que celles mises en œuvre depuis plus de deux ans. Ces mesures aussi bien que l'absentéisme durant la première Intifada causé par les grèves générales conduisirent

alors la tête du service de l'emploi israélien à qualifier la situation de " traumatisante " pour l'économie israélienne. Aujourd'hui, tous les leaders politiques israéliens défendent les couvre-feux et bouclages [des territoires occupés] quasi permanents et se font les champions de la séparation économique.

La structure de la classe ouvrière palestinienne affecte profondément la stratégie politique de l'Intifada en cours. Les thèmes de grève ou d'autres actions ouvrières sont inexistantes, puisque grèves et autres initiatives n'ont quasiment aucun effet sur l'économie israélienne et ne font qu'atteindre les travailleurs palestiniens et leurs familles. Le boycott des biens israéliens a régulièrement surgi au cours de l'Intifada comme une autre suggestion pour l'action politique. Malgré quelques tentatives symboliques, les relations économiques entre Israël et l'économie palestinienne le rendent quasiment impossible, puisque la majorité des biens sont importés d'Israël. Il n'y a pas de ressource locale pour les produits laitiers, la viande, le ciment, de nombreux fruits et légumes, ou les biens électro-ménagers. L'électricité, les communications, l'eau et même l'Internet palestinien sont en dernière instance contrôlés par le gouvernement israélien.

Oslo est-il mort ?

Selon un refrain communément entendu dans les médias dominants aussi bien que dans des sections de l'Autorité palestinienne et de gouvernement israélien, l'actuelle Intifada signifierait la fin du processus d'Oslo. Certains commentateurs palestiniens accusent Israël de vouloir détruire l'Autorité palestinienne et retourner à ladite Administration civile israélienne qui régnait sur Gaza et la Cisjordanie jusqu'en 1993.

Le problème avec ces constats est qu'à la lumière d'un examen minutieux, ils offrent peu de ressemblance avec ce qui se passe actuellement sur le terrain. Il est important ici de distinguer entre ce qu'Oslo a prétendu représenter et ce qu'il a tenté de réaliser.

Si le processus d'Oslo est compris comme une stratégie pour créer un Bantoustan (" canton state ") - si l'on passe par-dessus les poignées de main sur la pelouse de la Maison-Blanche -, alors il est clair qu'Oslo est loin d'être enterré. Au cours du dernier mois, le gouvernement israélien a mis en exécution un plan visant à exproprier la terre en Cisjordanie et à forcer le déplacement des Palestiniens dans ces " cantons ". Ce plan ressemble aux réserves mises en place par le gouvernement sud-africain pour la population noire de ce pays durant les années d'apartheid. Un mur de neuf mètres de haut s'étendant sur 100 kilomètres est en train d'être

achevé autour des villes du nord de la Cisjordanie : Naplouse, Jénine, Qalqilya et Tulkarem.

Un mur similaire est en train d'être construit autour de Jérusalem. En lien avec cette construction, un nouveau système de pass-card[carte-passeport de contrôle] a été mis en place. Il requiert pour tout Palestinien désirant se déplacer entre les villes palestiniennes l'obtention d'un permis spécial hebdomadaire délivré par le commandement militaire israélien de la Cisjordanie. Tous les biens circulant dans les zones palestiniennes doivent passer par l'un des trois points de transit sous le contrôle de l'armée israélienne. En substance, la Cisjordanie a été divisée en trois «cantons» - au nord, au centre et au sud de la Cisjordanie - avec contrôle de l'armée israélienne sur tout mouvement de biens et de personnes entre ces zones. Ces trois «cantons» dans la Cisjordanie sont séparés par de larges blocs de colonies israéliennes et des autoroutes tentaculaires qui sont des limites fermées pour les Palestiniens. Des permis spéciaux distinguent les conducteurs palestiniens et israéliens et constituent un autre pilier du système d'apartheid émergeant en Cisjordanie.

La population palestinienne dans la bande de Gaza a été effectivement coupée de toute connexion avec la Cisjordanie depuis plus de dix ans et constitue le quatrième «canton» dans le plan israélien. La bande de Gaza a été entourée d'une barrière depuis plusieurs années et est maintenant l'une des zones les plus densément peuplées de la planète - avec un million de personnes littéralement enfermées à clef dans un carré de quelques kilomètres. Des permis sont même requis par l'armée israélienne pour les pêcheurs palestiniens pour s'aventurer en mer pour gagner leurs propres moyens de subsistance.

Derrière ce processus se profilent les changements économiques esquissés plus haut : une tentative du capitalisme israélien d'imposer une solution politique au conflit qui serve une participation israélienne dans le marché mondialisé; qui permette à l'économie israélienne de libéraliser et de réduire les dépenses militaires ; et qui ouvre à la fois le marché du travail et de la consommation sur le Moyen-Orient.

Ce sont les masses palestiniennes, et non l'Autorité palestinienne, qui constituent l'obstacle majeur à ce processus. La visée de la stratégie israélienne en cours n'est pas la destruction de l'Autorité palestinienne, mais exactement son opposé : la renforcer en vue de mieux réprimer la population. Quelques membres de l'Autorité palestinienne s'engageront dans ce processus, mais ce ne sont pas les individus qui sont importants, mais bien plutôt les structures tout entières et leurs rôles.

Il est difficile de parler aujourd'hui d'une Intifada au sens d'un mouvement populaire de masse. Pour les raisons esquissées plus haut, la participation des masses à l'actuel soulèvement est faible. Il y a toutefois un fort esprit de résistance résumée dans l'expression arabe samideenou «fermeté résolue». C'est pourquoi la forme de répression adoptée par le gouvernement israélien est caractérisée par une punition collective massive de la population - tactique visant à démoraliser et faire mourir de faim la population jusqu'à sa soumission.

[1] . Les territoires que le gouvernement sud-africain accorda aux peuples bantous en 1959, qui instituaient l'apartheid entre Blancs et Noirs, était divisé en " cantons ", réserves séparées les unes des autres, de façon similaire à ce qu'instaurent les accords d'Oslo pour les territoires occupés palestiniens (NdT).

[2] . L'Histadrout (Fédération générale des travailleurs d'Eretz Israël) était une colonne vertébrale de la colonisation pré-étatique, contrôlant l'effort de colonisation, la production économique et la vente, l'emploi et la défense. L'Histadrout n'était pas un syndicat au sens classique du terme. Au contraire, ses priorités étaient définies par les objectifs " nationaux " et non pas par les intérêts des travailleurs. En effet, en 1960, le secrétaire général de l'Histadrout, Pinhas Lavon, caractérisait ainsi l'organisation: " La fédération générale des travailleurs fut fondée il y a 40 ans par quelques jeunes gens voulant travailler dans un pays sous-développé où le travail était bon marché, un pays qui rejetait ses habitants et qui était inhospitalier aux nouveaux arrivants. Dans ces conditions, la fondation de l'Histadrout fut un événement central dans le processus de renaissance du peuple hébreu sur sa terre natale. Notre Histadrout est le noyau de son organisation générale. Ce n'est pas un syndicat de travailleurs ", in Haim Hanegbi, Moshe Machover et Akiva Orr, " La nature de classe d'Israël ", in New Left Review 65 (janvier-février 1971). L'Histadrout est fondé à Haïfa en 1920 dans le but de " former un nouveau type de travailleur juif, résultant de la colonisation " (statuts adoptés au congrès de fondation).

[3] . Pour quelques exemples de ces analyses, voir Gershon Sharif, Land, Labor and the Origins of the Israeli-Palestinian Conflict, 1882-1914, Cambridge : Cambridge University Press, 1989 ; Zeev Sternhell, The Founding Myths of Israël : Nationalism, Socialism and the Making of the Jewish State, Princeton University Press, 1998 ; Ilan Pappé éd., The Israël/Palestine Question : Rewriting Histories, Londres : Routledge, 1999.

[4] . Cf. Lewin-Epstein, Noah and Moshe Semyonov, " Occupational Change in Israel : Bringing the Labor Market Back ", Israel Social Science Research 2, no. 2 (1984), pp. 3-18.

[5] . Koor Industries est une entreprise fortement internationalisée, active dans les domaines des télécommunications (ECI Telecom et Telrad Networks), de l'agrochimie (Makhteshim-Agan Industries) et de la défense (Elisra Group, travaillant dans l'électronique stratégique). Hapoalim, Leumi et l'IDB sont trois des plus grandes banques israéliennes. Enfin, Clal est une holding industrielle et technologique travaillant dans les domaines des biotechnologies, des semi-conducteurs, du software et des technologies de communication, mais également lié aux secteurs du tourisme et de la construction.

[6] . Pour une discussion détaillée de cette question, voir les travaux de Jonathan Nitzan et Shimson Bichler, en particulier "From War Profits to Peace Dividends : The New Political Economy of Israel", Capital and Class, vol. 60, automne 1996.

[7] . Menahem Begin, membre du Likud, devient Premier Ministre le 17 mai 1977, mettant fin au règne des travaillistes, au pouvoir depuis 1948. (NdT)

[8] . L'article a été écrit avant la récente démission de Ben Eliezer et des autres membres travaillistes du gouvernement à sa suite, le 30 octobre dernier - démission qui n'avait nullement pour origine une protestation contre la politique de Sharon dans la répression de l'Intifada, depuis septembre 2000. (NdT)

[9] . Il y a de récents signes que les grandes entreprises israéliennes cherchent peut-être à reconstruire le parti travailliste comme une force politique avec un soutien considérable des entreprises, plaçant le maire travailliste d'Haïfa, Amram Mitzna, comme candidat pour la direction du parti travailliste contre Ben Eliezer au cours des derniers mois.

[10] . La Déclaration de Principes, communément appelée Accords d'Oslo, fut signée entre le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le 13 septembre 1993. Elle était le produit de négociations secrètes entre le gouvernement israélien et les négociateurs palestiniens. En dépit de l'illusion répandue qu'Oslo aurait été un accord tendant à atteindre la paix et à établir un Etat palestinien sur la Cisjordanie et dans la bande de Gaza, c'était un accord comportant de graves défauts qui donnait l'illusion d'une souveraineté palestinienne, mais perpétuait la domination israélienne dans toutes les sphères, comme j'essaierai de le démontrer plus loin dans cet article.

[11] . Source : Banque mondiale, " Trade Options for the Palestinian Economy ", Working Paper, no 21, mars 2001.

[12] . Le Protocole de Paris était un accord économique signé en 1995, et valant comme partie du processus d'Oslo. Il fournit des indications précises concernant les biens que les Palestiniens seraient autorisés à exporter et importer, et concernant les diverses taxes portant sur les échanges. Le Protocole porte aussi sur d'autres questions économiques.

*** Adam Hanieh est un chercheur et militant pour les droits humains. Il vit à Ramallah, en Palestine. Il a publié cette étude dans le mensuel américain Monthly Review(7 octobre 2002).**